

POUR UN ENGAGEMENT RENOUVELE AVEC ET POUR LES HABITANTS DES QUARTIERS

Contribution de Question de Ville dans le cadre de la démarche « Une grande mobilisation nationale pour les Quartiers »¹

Depuis 40 ans, la politique de la ville agit en faveur des habitants des quartiers populaires, pour faire plus et mieux, là où il y en a le plus besoin, de manière innovante, participative et globale.

À l'occasion de la « grande mobilisation en faveur des habitants des quartiers », les directrices et directeurs des dix-neuf centres de ressources « politique de la ville » (<http://www.reseau-crpv.fr/>) partagent quelques enjeux et préconisations tout en témoignant de leur engagement.

1. Le contrat de ville, un cadre de travail commun nécessaire

Le contrat de ville, c'est un cadre de travail commun où chacun, reconnu dans sa capacité d'agir, peut jouer pleinement son rôle : habitants, professionnels, bénévoles, acteurs publics et privés, ambitieux pour leurs territoires et engagés durablement.

Analyse et enjeux

Si l'intention de réunir dans un même contrat l'ensemble des acteurs engagés pour le développement des quartiers populaires est louable, l'organisation et le suivi de ces orientations contractuelles sont devenus excessivement lourds et complexes du fait notamment de multiples comités de pilotages, décisions longues et parfois illisibles pour les habitants et les acteurs associatifs.

Pour autant, favoriser le développement des quartiers populaires et réduire les inégalités territoriales impliquent effectivement l'engagement conjoint de tous les acteurs concernés (cohésion sociale, aménagement du territoire, cadre de vie, développement économique, emploi) à différentes échelles.

Aussi, il semble pertinent de maintenir le principe du cadre unique et celui de la co-élaboration, d'autant que la pluralité des acteurs et les espaces de travail commun constituent un des atouts de la politique de la ville tout en garantissant une prise en considération des différentes perceptions.

La contractualisation permet en effet de rassembler et mobiliser l'ensemble des partenaires autour des quartiers qui concentrent les difficultés. Concrétisant l'engagement de tous au service d'un projet de territoire, le contrat de ville doit permettre également de mesurer

¹ http://www.cohesion-territoires.gouv.fr/IMG/pdf/une_grande_mobilisation_nationale_pour_les_habitants_des_quartiers.pdf

l'effectivité de ces engagements, qu'ils soient d'ordre financier, matériel ou humain (ingénierie, bénévolat, mise à disposition de locaux...)

Alors comment dépasser les difficultés perçues par tous ?

Question de Ville préconise de :

- Simplifier les modalités de mise en œuvre des orientations en favorisant des prises de décisions des acteurs publics plus rapides et associant les habitants, notamment par le biais des conseils citoyens, très directement et en adaptant les modes d'intervention aux réalités territoriales (sans pour autant perdre le sens de l'intervention).
- Soutenir le travail collectif pour des réponses coordonnées et adaptées : portée par la loi du 21 février 2014, la préparation des contrats de ville a été souvent l'occasion d'un élan collectif, l'exercice de l'évaluation à mi-parcours doit être l'occasion de tirer le bilan des engagements de chacun, de faire mieux ensemble et de retrouver du souffle pour poursuivre la mise en œuvre de réponses coordonnées qui ciblent les problématiques les plus importantes.
- Poursuivre et amplifier la diversification des partenaires mobilisés : entreprises dans le cadre des chartes Entreprises & quartiers par exemple (parrainage entreprises et quartiers dans une dimension collective, ...).
- Conforter le rôle des conseils citoyens dans la gouvernance du contrat de ville en incitant les institutions à modifier leurs pratiques pour se rendre accessibles et se mettre à l'écoute de leurs regards et propositions.
- Adapter les modes de travail à la réalité du territoire tout en se donnant les moyens d'une ingénierie dédiée quelque que soit le site et sa taille. Elle est la condition d'un appui aux acteurs (et notamment aux porteurs de projet) mais aussi une garantie de dynamique et de mobilisation de tous et toutes.
- Mettre en œuvre localement des procédures de validation des projets en adéquation avec le montant sollicité mais aussi avec la réalité du système d'acteurs, notamment en s'appuyant sur les Fonds de Participation des Habitants.

Engagements :

Les centres de ressources sont prêts à soutenir ces synergies en mettant à disposition des acteurs publics et des habitants leurs capacités en ingénierie locale basées sur la participation et l'émergence de consensus. Nous sommes persuadés que l'évaluation à mi-parcours, qui se déroule actuellement, peut être le moment d'une nouvelle étape afin de dépasser l'approche trop sectorisée et recentrer sur l'essentiel via des actions qui engagent les territoires au-delà de 2020, laissant ainsi le temps de l'installation aux nouvelles équipes locales.

2. Réduire les inégalités, un enjeu pour les territoires

Les habitants ne sont pas le problème ! Ils sont porteurs du devenir de notre société. Poursuivons une politique de la ville qui renforce la solidarité entre les territoires, en mobilisant toutes les politiques publiques.

Analyse et enjeux

Si les difficultés sociales sont présentes sur l'ensemble du territoire national, les quartiers conjuguent le plus souvent des situations de concentration de difficultés multifactorielles et une moindre mobilisation des politiques publiques ordinaires. Nous sommes persuadés que la politique de la ville, depuis 40 ans, a donné des résultats probants. Afin de faire de la cohésion territoriale une réalité, il est désormais temps d'ouvrir une nouvelle étape de mobilisation nationale.

Cela implique une politique de la ville qui dépasse la simple géographie prioritaire et qui permette de concrétiser une nouvelle alliance des territoires mettant les habitants qui connaissent le plus de difficultés au cœur de la démarche. Nous prôtons une politique de la ville qui travaille sur l'interdépendance entre les territoires en considérant également le renouvellement fort lié à la mobilité des habitants.

Alors comment renforcer la solidarité territoriale et mobiliser le droit commun ?

Question de ville préconise de :

- Mettre en œuvre des projets de territoire où habitants et territoires sont réellement tous pris en compte
- Observer les territoires, dans leur globalité, en considérant les flux (mouvements) et non seulement les stocks.
- Promouvoir des projets de territoire incluant une dimension de solidarité réellement portées par les intercommunalités et mobilisant toutes les dimensions : politique de logement, de développement économique, d'actions sociales, éducatives et culturelles, de mobilité...
- Partager le consentement de l'exercice de la solidarité locale : nécessite des espaces de débats collectifs où ce consentement pourra se construire, entre intérêt général et intérêts particuliers immédiats ou différés.
- Dans ce cadre, les engagements de services publics doivent pouvoir être partagés notamment dans la suite du Comité Interministériel des Villes.

Engagements :

Les centres de ressources sont prêts à contribuer à toutes les initiatives favorisant le renforcement des solidarités territoriales comme facilitateurs du travail collectif, ancrés dans les territoires.

Les centres de ressources « politique de la ville » apportent leur soutien à l'ensemble des acteurs mobilisés en faveur de la politique de la ville.

Espace de dialogue et lieu d'échanges d'expériences, les centres de ressources facilitent l'essaimage d'initiatives innovantes et porteuses d'amélioration pour les quartiers (modalités de gouvernance partagée, initiatives favorisant le développement économique des quartiers...).

3. Pour une image plus juste des quartiers

Si les quartiers connaissent de nombreuses difficultés, elles sont trop souvent renforcées par des préjugés. Habitants et acteurs peuvent compter sur notre engagement pour se réapproprier et diffuser une image juste et positive des quartiers populaires.

Analyse et enjeux

Clichés et préjugés sont toujours l'apanage des quartiers et par ricochet de celles et ceux qui y résident. Cela renforce encore les difficultés pour les habitants d'intégrer le reste de la ville et du reste de la ville d'imaginer de développer des projets dans ces quartiers, ou tout simplement de les reconnaître comme parties prenantes de la même ville qu'eux.

Il est indispensable pour que la mobilisation nationale ait un retentissement réel que les quartiers prioritaires soient reconnus pour ce qu'ils sont, dans leurs diversités tant à travers les difficultés que les talents, les expériences réussies, les innovations, les solidarités qui y sont à l'œuvre. Sans angélisme, il est capital d'accompagner une politique de communication et de visibilité sur ces territoires, donnant à voir la réalité et non seulement les faits divers.

Construire un "autre demain" plus solidaire et plus juste, pour tous et toutes, passe nécessairement par ce changement, par la création d'espaces de rencontres favorisant l'échange avec l'Autre, dans sa différence à travers un « cadre partagé », dépassant ainsi les craintes et les peurs ... conditions pour enfin "faire société" !

Alors comment diffuser une image plus juste des quartiers populaires ?

Question de ville préconise de :

- Mobiliser des ressources médias mettant en évidence les réussites à l'œuvre dans les quartiers populaires : portraits d'habitants, expériences réussies, créations d'entreprise, projets d'habitants, dynamisme de la jeunesse... Les centres de ressources accompagnent et produisent, d'ores et déjà des éléments en ce sens.
- Rendre visibles via la banque d'initiatives locales les projets qui sont à l'œuvre, les innovations.
- Définir avec les médias locaux et nationaux, notamment publics, de nouvelles relations afin de sortir des clichés pour redonner une image réelle et positive de ces territoires.
- Donner la parole aux habitants (jeunes et moins jeunes, femmes et hommes) afin qu'ils puissent faire entendre leur réalité.
- Favoriser les passerelles en créant des espaces, des lieux, des événements permettant des croisements et des échanges entre les habitants des quartiers et ceux du reste de la ville.

Engagements :

Au-delà de nos actions actuelles, nous souhaitons aller plus loin pour capitaliser, diffuser les actions sur l'ensemble des territoires, mais aussi nous associer avec tous les acteurs pour donner à voir autrement les quartiers et ceux qui y vivent et/ou y travaillent...!